

## Prologue

Sans doute l'Espagne sera-t-elle le théâtre de la prochaine révolution en Europe. [...] Vu qu'en aucun autre pays d'Europe n'existe un mouvement communiste libertaire de l'importance de celle du mouvement espagnol, [ce dernier] porte toute la responsabilité de l'histoire future du continent. [...] C'est dans l'anarchisme espagnol que bat le cœur même de l'Espagne.

*In* « Lettres d'Allemagne et considérations sur le communisme libertaire »  
(Article publié dans *La Revista Blanca* en mai 1933).

Un compagnonnage rapproché, douze ans durant<sup>1</sup>, avec les anarchistes et anarcho-syndicalistes de l'Espagne des années trente nous a, de fait, confrontés au même constat : le mouvement communiste libertaire a focalisé en lui un immense espoir de révolution sociale auprès d'une partie du mouvement ouvrier de son temps. Nous avons suivi les parcours d'hommes et de femmes – internationalistes, combattants ou pacifistes – qui rejoignirent ce pays après le 19 juillet 1936 (et parfois même avant), parce que s'y engageait une lutte frontale et d'envergure à la fois contre le capitalisme, le fascisme et le communisme autoritaire.

Et c'est bien en Espagne que démarra, à cette date – à des degrés divers et en certains endroits seulement –, l'unique mise en pratique connue du principal objectif révolutionnaire avancé par les courants marxistes et libertaires aux XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles : l'abolition du travail salarié. Une partie de l'Aragon fournit le cadre d'une « vie collective possible, sans dieu ni maître, donc avec les hommes tels qu'ils sont<sup>2</sup>... ».

Bon sang, en Amérique, on ne fait que travailler et se reposer pour pouvoir se remettre au travail ! Ce n'est pas une vie pour un homme. Il n'y a aucun plaisir à vivre là-bas. C'est un vieux pêcheur d'éponges de Málaga qui me l'a dit, et il savait de quoi il parlait. Ce n'est pas d'or que les gens ont besoin, mais de pain et de vin et de... de vie. Là-bas, ils ne font que travailler et se reposer pour pouvoir se remettre au travail...

(Propos d'un mulétier, *in* Dos Passos, *Rossinante reprend la route*, 1922)

On ne peut comprendre ces phénomènes sans rappeler que les Espagnols du début du XX<sup>e</sup> siècle ne connaissaient que le premier stade du processus de

---

<sup>1</sup> Voir les deux ouvrages des Giménologues en bibliographie.

<sup>2</sup> Louis Mercier Vega, « Refus de la légende », 1956.

subordination de la force de travail vivante à la logique d'accumulation du capital. À cette première étape du développement capitaliste, les ouvriers détenaient toujours leur savoir-faire et disposaient d'une certaine autonomie dans leur labeur. Encore fortement imprégnée de « mentalités » précapitalistes, une grande partie de la société espagnole était visiblement peu disposée à renoncer à un certain mode de vie – aussi misérable qu'il fût – pour un autre où le temps se réduisait à engendrer de l'argent. Ainsi Borkenau écrivait-il en 1937 :

Ce qui heurte la conscience du monde ouvrier et paysan espagnol, ce n'est pas l'idée d'un capitalisme qui se perpétuerait indéfiniment, mais l'apparition même de ce capitalisme. [...] Quelles que soient les concessions faites dans les dernières décennies aux nécessités du progrès industriel, le travailleur espagnol ne s'est jamais résigné [...] à n'être qu'un simple employé de l'industrie.

La genèse que nous entreprenons du processus qui a mené à l'expérimentation du projet communiste libertaire nous fait remonter aux années 1868-1872, celles où les idées et pratiques anarchistes en cours d'élaboration dans le creuset de l'AIT, puis de l'Internationale anti-autoritaire, se combinèrent magistralement avec le fond anti-étatiste, anticlérical et anticapitaliste d'une partie des classes populaires espagnoles.

Cette rencontre commença très fort, car dès 1872 l'AIT anti-autoritaire recommanda sa section espagnole, la FRE, « comme la meilleure jusqu'à ce jour » ; c'était aussi celle qui avait le plus grand nombre d'affiliés, et qui allait durer le plus longtemps. À partir de là, notamment en Catalogne, en Andalousie et dans le Levant, se cherchèrent, se trouvèrent et parfois se complétèrent des façons de résister au processus capitaliste de réduction des hommes à leur force de travail. Elles furent à l'œuvre non seulement dans l'atelier, l'usine et les communes rurales, mais aussi dans les quartiers populaires, notamment à partir de pratiques associationnistes ancrées dans les principes de respect de l'individu, de liberté, de solidarité, d'auto-éducation, de rapport à la nature et à la culture, dans des espaces – écoles rationalistes, *ateneos* etc. – qui se tenaient à l'écart des institutions bourgeoises et religieuses.

Tant sous la monarchie que sous la république, la répression sauvage exercée par les classes possédantes à l'encontre des anarchistes les contraignit bien souvent à l'activité clandestine. Toutefois, « actifs avec la loi ou malgré elle », ils surent développer des mécanismes de survie en s'organisant en petits groupes – en partie autonomes, mais toujours en liaison avec la FRE – et en développant un art consommé de diffusion de leur propagande et de leur presse écrites, lues à haute voix entre *compañeros*.

Mais quand il s'est agi de concevoir la société à venir, les modalités du projet communiste libertaire – telles qu'elles avaient été forgées au sein de l'Internationale anti-autoritaire en 1880, et aussitôt adoptées dans presque toutes les autres sections – donnèrent lieu les années suivantes à des polémiques très dures en Espagne entre les collectivistes anarchistes, attachés aux *Idées sur l'organisation sociale* de James Guillaume (1876), et les communistes anarchistes (les premiers communistes libertaires), inspirés par les thèses de Kropotkine rassemblées en 1892 dans *La conquête du pain*.

Ils s'accordaient sur la socialisation des moyens de production, à opérer dès le premier jour de la révolution, mais divergeaient sur les conditions de la redistribution des biens produits. Pour les collectivistes, l'ouvrier devait recevoir le « produit intégral de son travail » et l'échanger contre son équivalent en biens de consommation. Les communistes anarchistes estimaient qu'en deçà de la mise en commun totale et immédiate des produits du travail entre tous les hommes, et de la suppression du salariat et de la propriété privée, sous toutes leurs formes, on prenait le risque de retomber dans les rapports sociaux capitalistes. Tout cela impliquait de définir et analyser précisément ces derniers, capital, richesse, travail, salariat, marchandise, propriété, et de ne pas se limiter à les décrire depuis une approche morale et une critique éthique.

En rapport avec ces divergences, toujours au sein de la FRE et de ses organisations de type présyndical – Sections de métiers et Sociétés de résistance –, des différences de conceptions apparurent sur la façon de mener le combat. Les ouvriers très qualifiés de l'industrie catalane, qui empoignaient volontiers l'arme de la grève, ne se sentaient pas toujours en phase avec les journaliers sans terre d'Andalousie, qui recouraient le plus souvent au sabotage des biens des propriétaires, et multipliaient les mouvements insurrectionnels. Quant aux petits groupes nés dans la clandestinité, ils ne voulurent pas se dissoudre au moment d'en sortir, et ils soutinrent particulièrement les activistes andalous sur lesquels la répression s'acharnait. Ainsi se développèrent les groupes d'affinité, très fluctuants et rétifs à tout encadrement, adeptes de la propagande par le fait. Les plus fameux se répandirent en Catalogne, en liaison avec des réseaux internationaux.

Ces divergences, tant sur le plan des idées que sur celui des pratiques, pour la première fois exprimées au milieu des années 1880, s'inscrivirent durablement dans le mouvement libertaire espagnol. Mais elles ne sont pas réductibles – comme on l'a souvent avancé – à une confrontation entre l'option légaliste et l'option illégaliste, couplée ou non au recours à la violence. On ne peut pas non plus en faire le tour en opposant les individualistes aux collectivistes, ou les luttes en milieu urbain à celles en milieu rural, ou encore les résistances menées

depuis les lieux de travail (usines, ateliers) à celles qui surgissaient depuis les lieux d'existence (rue, quartier, commune). On peut par contre invoquer une polarité qui émergea et s'installa durablement entre « possibilisme » syndicaliste et « intransigeance » révolutionnaire.

En fonction de ce qui précède, le principe du communisme libertaire ne fut adopté en Espagne qu'en 1919, lors du deuxième congrès de la CNT, au travers d'une brève formule : « Quelle sera la meilleure orientation à se donner pour arriver au plus vite à l'abolition du salariat et à l'implantation du communisme libertaire ? » Et c'est en 1933 seulement que circula dans tout le pays une petite brochure rassemblant les points forts du projet révolutionnaire, axé sur l'abolition de l'État, de la propriété privée, du salariat et du marché ; sur la socialisation immédiate et totale des moyens de production dans les villes et campagnes, par le biais des syndicats et des communes ; sur la mise en route du travail en commun et de la distribution simultanée des produits en fonction des besoins de chacun.

Tout ce préambule peut nous aider à comprendre pourquoi, lors du fameux congrès de la CNT en mai 1936 à Saragosse, qui adopta, de manière retentissante, la motion sur le communisme libertaire, il fut rappelé que « deux manières d'interpréter le sens de la vie et les formes de l'économie post-révolutionnaire » s'agitaient au cœur même de la Confédération, et qu'il s'agissait de « rechercher la formule qui recueille la pensée des deux courants ». Nous pensons que cela n'est pas sans rapport avec la polarité évoquée.

Il faut croire que la formule ne fut pas trouvée, au vu de la situation complexe qui émergea le 21 juillet 1936, après l'échec du coup d'État militaire à Barcelone, alors même que la CNT et la FAI contrôlaient la situation en Catalogne et, dans une moindre mesure, dans d'autres provinces d'Espagne. Réunis à cette date en plenum régional, les militants présents décidèrent à la majorité – et sans pouvoir consulter leur base – de remettre à plus tard le communisme libertaire, du fait de « circonstances impérieuses ».

Mais simultanément, en ville comme à la campagne, une autre partie de la *militancia* et de la base du mouvement se lançait avec enthousiasme dans une expérimentation socialisatrice qui ne se réduirait pas à des objectifs économiques. Et c'est bien cela qui a marqué l'histoire.

L'ébauche de sortie du capitalisme, inédite par son ampleur et sa durée, fut, on s'en doute, attaquée de toutes parts, la contre-révolution ne désarmant pas. Mais elle continua de rencontrer des obstacles au sein même de *l'Organisation* qui l'avait conçue. Pour une partie de ses *leaders naturels* et de la *militancia*, qui continuait à parler de « révolution sociale », il s'agira désormais de moderniser

et de rationaliser l'appareil industriel du pays sous l'égide des syndicats CNT et UGT, en parfaite collaboration avec l'État, en voie de renforcement. Autrement dit, les travailleurs seront sommés de se plier à l'espace et au temps du travail, parfois plus durement qu'avant, et de chanter les louanges du productivisme et du consumérisme.

Il nous semble que l'abandon du projet communiste libertaire découlait d'options et de stratégies arrêtées avant juillet 1936 par une partie de l'appareil CNT-FAI, qui s'alignait, en quelque sorte, sur le marxisme mécaniste d'Engels : « L'Espagne est un pays très retardé industriellement, et l'on ne peut parler d'une émancipation immédiate et complète de la classe ouvrière. Avant cela, l'Espagne doit passer par différentes étapes de développement et se débarrasser d'une série d'obstacles.<sup>3</sup> » Abad de Santillán, l'un des théoriciens anarchistes des années trente, s'intéressa à l'économie, mais se soumit à ses « lois », et il conçut un programme de reconversion de l'anarchisme afin de l'adapter à « l'incontournable » société industrielle. Considérant que le capitalisme était en pleine banqueroute, il était persuadé que les organisations ouvrières réussiraient là où la bourgeoisie ne proposait que chômage massif et misère, et offrirait enfin le bien-être aux classes populaires. Mais Santillán sous-estimait le procès du capital qui atteignait son deuxième stade de développement, celui où l'organisation du travail est révolutionnée par l'introduction de la science et des techniques, et d'où le capitalisme sortira avec une puissance productive décuplée.

Il sera donc question dans cet ouvrage, et dans les volumes qui suivront, d'évoquer les élans, les audaces et les autolimitations du mouvement anarchiste espagnol d'avant 1939. Quant à ces dernières, on ne se cantonnera pas à l'explication par la *trahison* ni à la critique *ad hominem* de certains cadres de la CNT-FAI. Sans éluder leurs responsabilités, il s'agira surtout de mettre en rapport ce qui est imputable aux limites intrinsèques du mouvement, et ce qui relève des égarements d'une époque. Comme celui des autres organisations ouvrières, l'anticapitalisme du mouvement anarchiste fut traversé et modifié par l'évolution du capitalisme lui-même, ses crises et ses avancées ; et l'analyse des circonstances de son échec peut nous aider à mieux saisir combien les catégories « travail », « argent », « marchandise », « valeur » expriment la façon dont notre monde capitaliste est structuré, et comment les rapports sociaux qu'il a engendrés s'avancent comme des faits de nature.

---

<sup>3</sup> In « Les bakouninistes en action », en 1873.

Ultime avatar de ce processus, dans l'état de décomposition et de passivité avancées de notre époque, c'est à l'idée que le capitalisme se perpétuerait indéfiniment que nous sommes aujourd'hui le plus souvent confrontés, y compris chez ceux qui s'en disent les ennemis. Ce système représente même, pour certains, le dernier rempart contre la barbarie qu'il a lui-même engendrée : c'est lui ou le chaos.

Alors il n'est pas mauvais de revisiter ces temps où le capitalisme était un peu plus perçu pour ce qu'il est : un moment de l'histoire où l'énergie humaine est posée comme la première des marchandises.

Qui dépend d'un salaire, quelle que soit sa forme, ne peut se considérer comme un homme libre. [...] Ni gouvernement, ni salaire ! [...] Il ne s'agit déjà plus de travailler plus ou moins d'heures, et encore moins de recourir à des manifestations pompeuses et rachitiques, mais d'une lutte sans merci où la classe ouvrière a jusqu'à aujourd'hui porté la charge la plus lourde. Maintenant qu'elle est engagée, on ne peut échapper à ce dilemme : ou nous nous résignons, et nous succombons à la servitude volontaire, ou nous nous rebellons un bon coup contre tant d'outrages, d'injustices et d'ignominies, afin de montrer aux exploités et aux gouvernants que nous ne sommes pas un troupeau de moutons prêts à être tondus.

(Extrait d'un *folleto* anarcho-communiste diffusé à Barcelone le premier mai 1892)